

Les relations entre organismes humanitaires et médias : quelques réflexions

par Urs Boegli

Les conflits modernes se déroulent souvent dans une absence totale de communication, à laquelle il conviendrait de remédier.

Ceux qui sont engagés dans une guerre aujourd'hui semblent plus que jamais n'avoir aucune envie de faire entendre leur voix et, dans la plupart des cas, pour de bonnes raisons. En cette période de l'après-guerre froide, les belligérants se soucient beaucoup moins qu'avant de ce que pense le reste du monde. Ils ne vivent plus dans la crainte de déplaire à ceux qui les parrainent ou de les mettre dans l'embarras. De fait, la plupart d'entre eux n'ont plus du tout de « sponsors », et s'en passent très bien. Ils ne brûlent plus de prendre la parole à la tribune des Nations Unies, à New York, comme tant de mouvements de libération nationale en rêvaient il y a quelques décennies. Beaucoup de belligérants ne se soucient tout simplement pas de l'image qu'ils peuvent avoir sur le plan international, tout comme ils ne se soucient pas du monde extérieur.

Dans ces situations de crise, les autres « acteurs principaux » qui, aujourd'hui, agissent sur le plan international — les organisations comme le CICR, les représentants de gouvernement et les responsables militaires

Urs Boegli est chef du service de presse du CICR. Auparavant, il a été délégué et chef de délégation dans de nombreuses zones de conflit.

Le présent article est basé sur un exposé fait à Londres, le 28 mai 1998, dans le cadre d'une conférence organisée par *Dispatches from Disaster Zones*.

Original: anglais

mandatés par la communauté internationale — préfèrent habituellement, eux aussi, garder le silence. Là encore, une telle attitude s'explique : souvent, quelque chose doit avoir lieu, quelque chose qui implique un long et difficile processus de préparation, un édifice fragile que la moindre publicité risquerait d'anéantir. Si, par exemple, le CICR est en train d'organiser un échange de prisonniers entre deux États ennemis, il serait inutile qu'un journaliste téléphone à l'institution dix jours auparavant pour obtenir des informations. La situation sera probablement si délicate, à ce stade, que la seule politique raisonnable, consistera à garder le silence. Mais le silence peut aussi être dicté par de mauvaises raisons. Par exemple lorsque les diplomates ne se taisent que parce qu'ils n'ont rien à dire car — comme c'est trop souvent le cas de nos jours — il n'y a pas de volonté politique de régler politiquement les problèmes politiques.

La nature a horreur du vide, et certains organismes humanitaires avides d'action ont tendance à se jeter dans l'espace vacant lorsque ceux qui pourraient changer les choses décident de s'effacer. Les objectifs des organisations humanitaires sont bien entendu différents de ceux des diplomates ou des forces de maintien de la paix, par exemple. Les humanitaires éprouvent souvent le besoin de faire connaître leur point de vue. Certes, dans bien des cas, un tel désir repose sur des considérations liées à la recherche de fonds, ce qui exige d'améliorer son image. Il convient toutefois de relever que toute prise de position publique apporte une satisfaction d'ordre émotionnel et flatte l'amour-propre. La « communication » qui en résulte a donc tendance à être brève et percutante. Cela tient non seulement à la nature même de l'intervention, mais aussi au fait que le temps pendant lequel les projecteurs sont braqués sur vous est si bref qu'il ne vous permet pas d'expliquer ce qui se passe réellement. Les membres du personnel des organisations humanitaires, qui posent souvent devant les caméras avec des bébés qui agonisent dans leurs bras, sont devenus la source essentielle des informations provenant de nombreuses zones de conflit. Toutefois, le message qu'ils veulent transmettre se trouve réduit à quelques prises de vue ou de son, intégrées dans des séquences de deux minutes trente.

Il en résulte que des problèmes de caractère purement humanitaire (comment sauver la vie d'une population menacée par la famine, par exemple) ont récemment bénéficié d'une couverture médiatique beaucoup plus importante que les autres aspects d'événements complexes. De trop nombreuses catastrophes ayant des causes politiques, et dont la solution ne peut être que politique, sont aujourd'hui qualifiées de « crises humanitaires ». Je connais un membre de Médecins sans frontières qui a trouvé une excellente formule : un viol est un viol et person-

ne ne le décrirait comme une « catastrophe gynécologique ». Or, de nombreux conflits ne cessent d'être présentés comme des « catastrophes humanitaires » alors qu'en fait, ils sont bien plus que cela. Cela dirige l'intervention internationale dans une fausse direction — celle d'une action purement humanitaire — dans des cas où c'est une action *politique* qui s'impose. À une époque où la télévision couvre les événements de manière instantanée et dans tous les détails, les politiciens n'ont pas le courage de prendre les bonnes décisions (difficiles mais nécessaires), qui peuvent aller jusqu'à envoyer des troupes pour rétablir l'ordre dans des situations qui font planer la menace, dangereuse sur le plan électoral, de pertes en vies humaines. De plus en plus, les responsables politiques ont tendance à laisser les choses aller à la dérive. L'action humanitaire, au contraire, est toujours possible, et son coût politique est en général peu élevé. Elle est dûment filmée et montrée à un public admiratif. Et, forcément, la réalité qui se cache derrière « l'événement » est déformée.

Un autre aspect de la répartition inégale de la couverture médiatique accordée aux opérations humanitaires réside dans le risque qu'elle peut représenter pour la sécurité de ceux qui participent à ces actions et pour leur accès aux victimes qu'ils s'efforcent de secourir. Comme bien d'autres organisations, le CICR est convaincu que des déclarations impromptues peuvent être très dangereuses. Il existe un phénomène que Nik Gowing (l'un des présentateurs du journal télévisé de la BBC) nomme la « tyrannie du direct ». Il s'agit du fait que le moindre lapsus, lors d'une interview, peut être diffusé instantanément dans le monde entier, avec pour conséquence des préjudices incalculables et les plus surprenants, dans les lieux les plus inattendus. Les tragédies que le CICR a récemment vécues sur le terrain montrent à quel point cela est vrai. Pour l'institution, l'année 1996 a été marquée d'une pierre noire, car neuf de ses expatriés ont été assassinés, dont six en Tchétchénie. Quelques jours seulement après ce drame de Tchétchénie, un soldat à peine adolescent — l'un de ces « nouveaux guerriers » de l'Afrique — s'est approché d'un délégué du CICR (qui se montrait sans doute un peu trop arrogant) et lui a dit : « Si tu ne fais pas gaffe, on va te faire le coup de Grozny ! » De quoi donner la chair de poule... La menace était réelle, et elle nous a permis de mieux comprendre à quelle vitesse les informations circulent aujourd'hui et à quel point cela peut être source de problèmes. Les gens que l'on rencontre au milieu de nulle part ont probablement accès à une antenne satellite. Grâce à *CNN* ou à *BBC World*, ils savent comment les choses se passent, ils voient à quel point les organismes d'assistance sont vulnérables — et ils mettent à profit ce qu'ils ont appris.

Face à cette réalité, la réaction du CICR n'est pas de limiter la communication. Au contraire, nous devons trouver le moyen de nous faire entendre de ceux qui sont engagés dans les conflits modernes. Cette tâche n'est pas facile lorsque nous nous trouvons face à des belligérants qui sont souvent des jeunes armés jusqu'aux dents et complètement défoncés. Parallèlement, nous devons aussi améliorer la communication avec ceux des médias qui diffusent, tard dans la soirée, des émissions-débats d'une heure.

Cela nous amène au problème de la dénonciation de certains faits. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le CICR s'est montré extrêmement prudent et réservé, se gardant même, à un certain moment, de dire ce qu'il savait sur les camps de concentration. L'institution craignait en effet que tout appel public n'ait des répercussions sur son action en faveur des prisonniers de guerre. Cette attitude a été par la suite longuement et profondément analysée. Il est clair aujourd'hui que les circonstances sont parfois telles que des impératifs moraux exigent de rompre le silence. On exagère cependant beaucoup l'importance des déclarations publiques en tant qu'instruments de changement véritable. Je parle d'expérience car j'ai été parmi ceux qui, d'une part, ont parlé aux médias du Général Mladic et de la purification ethnique et qui, d'autre part, ont entrepris auprès du Général Mladic lui-même des démarches au sujet de cette même purification ethnique. Il est bien plus facile de parler aux médias, croyez-moi ! Le fait est, cependant, que de nos jours, vous pouvez dénoncer qui vous voulez, personne ne fera quoi que ce soit. Les agences humanitaires devraient donc bien réfléchir avant de choisir une telle option. Il est bon qu'elles gardent à l'esprit les impératifs moraux — en dernier recours —, mais elles ne devraient pas jouer de manière excessive la carte de la condamnation, car la réaction à laquelle elle peuvent s'attendre n'est en rien à la mesure du problème qui se pose.

Si le dilemme auquel le CICR a été confronté pendant la Seconde Guerre mondiale nous apparaît comme si atroce rétrospectivement, c'est que nous avons l'impression que malgré l'horreur des faits que connaissaient le CICR, les Alliés et quelques autres, tout n'a pas été mis en œuvre pour y remédier. Une telle situation ne pourrait probablement pas se présenter de nos jours, car l'information serait — est — librement accessible à ceux dont l'action pourrait avoir du poids. Le problème est plutôt le manque de volonté politique de prendre les mesures qui s'imposent.

Enfin, face à l'intérêt excessif des médias pour les problèmes humanitaires, il convient de reconnaître la complexité qui caractérise si souvent de telles situations. Si nous avons affaire à un conflit, alors parlons de

conflit; si une crise politique en est l'origine, parlons de crise politique. Toute action humanitaire doit naturellement recevoir la part d'attention qu'elle mérite, mais non pas la part du lion. Le public mérite qu'on lui dise ce qui se passe réellement; rien ne peut justifier de dissimuler la complexité du problème. C'est l'ensemble de la question qu'il convient de couvrir largement.

Malheureusement, rassembler et communiquer des informations sur des situations d'urgence complexes est un processus lent et difficile, qui exige une préparation préalable. Que vous soyez collaborateur d'un organisme humanitaire ou journaliste, il vous faut un certain temps pour comprendre. Les organisations humanitaires doivent apprendre à diffuser de manière plus claire, plus crédible, les informations qu'elles possèdent sur des situations dont les aspects sont multiples. En 1984, à une époque où les organismes humanitaires jouissaient d'une meilleure image qu'aujourd'hui, la grande iconoclaste Germaine Greer avait tenu, au sujet de la famine qui frappait alors l'Éthiopie, des propos que j'avais jugés faux, injustes et qui ne s'appliquaient certainement pas au CICR. Pourtant, j'ai toujours ses déclarations en mémoire: les membres du personnel humanitaire doivent être encouragés et soutenus, mais pour rien au monde il ne faut les croire. Voilà qui était terrible à entendre. J'espère que c'est faux; mais il est salutaire que nous gardions toujours ce jugement sévère à l'esprit, ne serait-ce que pour pouvoir prouver qu'il était infondé.

Lorsque vous ignorez quelque chose, vous pouvez toujours dire «je ne sais pas». Rien ne justifie les improvisations. Vous pouvez peut-être dire «personne ne sait», car c'est souvent le cas. Les raccourcis ne valent rien de bon. Je connais peu de gens, dans les organismes humanitaires, qui ont été prêts à accepter la justesse des statistiques monumentales, telles que le chiffre des victimes du régime des Khmers rouges (un million de morts ou, peut-être, deux millions, selon les estimations révisées récemment) ou le nombre de viols commis en Bosnie, ou encore le nombre de civils innocents tués dans l'ex-Yougoslavie. Le CICR s'est heurté à ce problème lorsqu'il a déclaré que 110 millions de mines terrestres se trouvaient dispersées à travers le monde: ce chiffre provenait, en fait, des Nations Unies et nous l'avons utilisé assez librement. Lorsqu'une agence britannique l'a mis en doute, nous avons dû rapidement faire marche arrière. Des chiffres choquants augmentent naturellement vos chances de passer au journal télévisé du soir: ils sont extrêmement demandés. Mais si vous ignorez qui a fait les calculs, réfléchissez bien avant de citer les chiffres, car vous risqueriez de regretter votre manque de circonspection.

Enfin, il convient de rappeler que les organismes humanitaires ne sont plus, comme c'était le cas auparavant, mieux informés que les autres sur ce qui se passe sur le terrain. Lorsque j'ai commencé à travailler pour le CICR, les reporters faisaient la queue devant nos bureaux, sur le terrain, parce que nous allions plus loin et nous en savions plus long qu'eux. Depuis, le journalisme a évolué et c'est devenu un métier très dur. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer les risques que de nombreux journalistes prennent aujourd'hui comme si cela allait de soi. Certains en savent au moins autant, sinon plus, que le personnel des organismes humanitaires. Reconnaître cette réalité devrait contribuer à favoriser le dialogue.

En conclusion, si nous nous en tenons aux faits, et si nous ne refusons pas d'admettre que le monde est complexe, si nous reconnaissons à quel point il vaut la peine d'écouter ceux qui connaissent vraiment une situation, si nous restons prudents et si nous refusons spontanément de croire aux statistiques choquantes que nous rencontrons si souvent dans notre profession, alors nous ferons au moins des progrès sur la voie d'une plus grande crédibilité. Et cette crédibilité est vitale.
